

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/BOP/R/40**

10 février 1998

(98-0475)

## **Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements**

### RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC LA REPUBLIQUE SLOVAQUE

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a tenu des consultations avec le gouvernement slovaque le 9 octobre et le 17 décembre 1997. Ces consultations se sont tenues sous la présidence de M. Peter R. Jenkins (Royaume-Uni) en application de l'article XII:4 a) du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Fonds monétaire international était invité à y participer, conformément à l'article XV:2 du GATT de 1994.

2. Le Comité disposait des documents suivants:

WT/BOP/S/5	Document de base établi par le Secrétariat
WT/BOP/G/5	Document de base communiqué par la République slovaque
WT/BOP/N/21 et Corr. 1 et 2	Notification de la République slovaque
WT/BOP/N/28	Notification de la République slovaque

FMI Slovak Republic: Recent Economic Developments, 3 mars 1997.

#### Déclarations liminaires du représentant de la République slovaque

3. Les déclarations liminaires du représentant de la République slovaque sont reproduites aux annexes I et II.

#### Déclarations du représentant du Fonds monétaire international

4. Les déclarations du représentant du Fonds monétaire international sont reproduites aux annexes III et IV.

#### Débat du Comité

i) Position et perspectives de la balance des paiements; autres mesures visant à restaurer l'équilibre

5. Les Membres ont reconnu que la République slovaque avait un grave problème de balance des paiements: le déficit de la balance des opérations courantes, atteignant près de 10 pour cent du PIB, était excessif et le niveau des réserves était bas. Cependant, ils ont estimé que des mesures macro-économiques appropriées et notamment les mesures d'austérité budgétaire recommandées par le FMI étaient indiquées et amèneraient une amélioration durable. Ils ont donc préconisé une accélération de la réforme des secteurs bancaire et commercial. Après la suspension, en décembre, les membres ont appris avec satisfaction que le Parlement avait approuvé le budget de 1998, qui majorait les impôts pour réduire le déficit budgétaire, et se sont félicités de l'adoption de la nouvelle loi sur les faillites qui permettrait les restructurations indispensables.

ii) Régime, modalités et effets des restrictions

6. Le Comité s'est félicité de la prompt notification de la surtaxe à l'importation et du fait qu'elle était fondée sur les prix, s'appliquait de manière générale et était assortie d'un calendrier d'élimination. Il a été souligné que cette surtaxe avait remplacé le régime de dépôts à l'importation, s'appliquait à un nombre plus grand de produits et donc offrait une protection plus large. Certains membres se sont demandé si le niveau de la surtaxe était en proportion du problème. D'autres ont suggéré que cette mesure n'était pas appropriée pour résoudre le problème de la balance des paiements et d'autres enfin ont dit qu'elle était conforme à l'article XII. Des membres ont suggéré d'accélérer le calendrier d'élimination, certains allant jusqu'à demander que la surtaxe soit abolie d'ici la fin de l'année.

Réponses de la République slovaque

7. Le représentant de la République slovaque a reconnu que la surtaxe à l'importation n'était pas un dispositif pouvant remplacer la politique macro-économique mais uniquement une mesure corrective à court terme, en vigueur jusqu'à ce que l'effet stabilisant des réformes se manifeste. Pour ce qui était de son taux, les autorités avaient considéré qu'un niveau plus élevé affecterait la compétitivité et relancerait les tendances inflationnistes. Enfin, elle était moins sélective dans son application que le régime des dépôts à l'importation.

8. En décembre, le représentant a présenté un nouveau calendrier d'élimination accélérant la réduction de la surtaxe, qui serait supprimée au 1er octobre 1998.

Conclusions

9. Le Comité a reconnu que la République slovaque faisait face à des problèmes de balance des paiements et que le niveau de ses réserves était bas, comme le notait le FMI. Il s'est félicité de la prompt notification de la surtaxe à l'importation et de son calendrier d'élimination. Les membres se sont aussi félicités que cette mesure soit fondée sur les prix et soit d'application générale.

10. Certains membres se sont demandé si cette mesure constituait une réponse appropriée au problème de la balance des paiements et ont suggéré que des réformes structurelles et un ajustement macro-économique seraient plus appropriés pour arriver à une amélioration durable de la situation. Ils préconisaient des restrictions budgétaires et l'accélération du calendrier d'élimination de la surtaxe.

11. Après une courte suspension des consultations, la délégation slovaque a annoncé que le Parlement slovaque avait adopté un budget pour 1998 comportant une réduction du déficit budgétaire; que la loi sur les faillites avait été modifiée; et qu'une modification du plan d'élimination permettant d'abolir la surtaxe d'ici le 1er octobre 1998 serait officiellement annoncée.

12. Sur la base de ces informations, le Comité est convenu que, conformément aux dispositions du paragraphe 13 du Mémoire, la République slovaque s'acquittait de ses obligations au titre du GATT de 1994, à condition qu'elle respecte son nouveau calendrier. Il était entendu que tout écart par rapport au calendrier serait notifié sans délai pour que le Comité puisse se réunir.

## ANNEXE I

### Déclaration du représentant de la République slovaque à la réunion du 9 octobre 1997 du Comité de la balance des paiements

C'est un honneur pour moi que de participer au nom de la République slovaque aux consultations du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements.

Avant d'expliquer les raisons de l'application de la surtaxe à l'importation, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XII du GATT de 1994, je voudrais remercier le Secrétariat de l'OMC et le FMI de leurs documents respectifs et de leur coopération dans le processus de préparation.

J'en viens maintenant au sujet des consultations. Etant donné que les renseignements précis sur l'évolution macro-économique, la balance des opérations courantes, les réserves en devises et les autres indicateurs sont donnés dans les documents, je me contenterai de vous donner brièvement les derniers chiffres et l'évolution de ces agrégats.

Après l'évolution relativement satisfaisante des trois dernières années, le **PIB** a bien progressé, avec une croissance de 6 pour cent en prix constants pendant les six premiers mois de l'année. Le **taux d'inflation** est tombé à 6,1 pour cent et est resté relativement faible pour la troisième année consécutive. La politique anti-inflationniste et les mesures prises par la Banque nationale de Slovaquie - décrites en détail dans le document de base - ont permis de préserver la stabilité de la monnaie pendant la même période. Cependant, au cours des derniers mois, des facteurs tant internes qu'externes ont exercé une pression accrue sur le taux de change de la couronne slovaque.

La situation du **commerce extérieur**, après des résultats relativement bons enregistrés dans la balance du commerce et des services en 1994 et 1995, s'est dégradée en 1996. Du fait de l'accélération de la croissance des importations (28,5 pour cent sur une base annuelle) et du ralentissement de celle des exportations (6,1 pour cent), il y a eu un énorme déficit commercial (2,3 milliards de dollars EU). Cette évolution très négative s'est poursuivie pendant la première moitié de cette année où le déficit de la balance commerciale s'est monté à 986 millions de dollars EU, soit plus que pendant la période correspondante de l'année précédente. Les chiffres officiels pour août donnent un déficit de 1,1 milliard de dollars EU. En outre, le solde des services, qui était un élément clé des excédents courants réalisés les années précédentes, s'est également détérioré.

Plusieurs facteurs pèsent négativement sur l'évolution de la structure géographique du commerce extérieur de la Slovaquie: manque de diversification des exportations et forte dépendance à l'égard des importations de matières premières, de produits semi-finis et d'énergie. L'importance de la République tchèque et de l'Allemagne dans les exportations de la Slovaquie affecte beaucoup les résultats à l'exportation et toute évolution négative sur ces marchés a des répercussions immédiates. De plus la structure des exportations slovaques de marchandises, dominée par les demi-produits, est peu favorable et les exportations sont donc très instables.

Le déficit de la balance commerciale de 1996 a donc influé sur le solde de **la balance des transactions courantes**, déficitaire de 2 milliards de dollars EU, et cette évolution négative s'est poursuivie cette année. En chiffres absolus, le déficit de la balance des transactions courantes se montait à 1 milliard de dollars EU en juin 1997. D'après les données disponibles, il est passé en chiffres relatifs de 8,6 pour cent à près de 11 pour cent du PIB.

La structure des **opérations en capital** n'évolue pas non plus de manière favorable. Comme indiqué dans notre document de base, le niveau de l'investissement direct étranger a été très faible

(181 millions de dollars EU en 1996) alors que les capitaux à court terme ont augmenté de manière spectaculaire, pour atteindre 70 pour cent des entrées de capitaux. Ces mouvements de capitaux spéculatifs ont considérablement augmenté pendant les quatre premiers mois de l'année mais se sont inversés pour la plus grande partie en mai, causant une baisse des réserves en devises qui sont tombées à moins de trois mois de couverture des importations de marchandises et de services. D'autres entrées de capitaux ont également eu une influence négative sur l'endettement de la Slovaquie, dont la **dette extérieure** a plus que doublé en quatre ans, passant de moins de 3 milliards de dollars EU en 1993 à 9 milliards de dollars EU en juin 1997. C'est pendant les six premiers mois de cette année que l'on a enregistré la plus forte augmentation de la dette extérieure, dont la croissance s'est accélérée et qui s'est gonflée de 1,2 milliard de dollars EU. Si, en chiffres absolus, le montant de cette dette ne semble pas inquiétant, il l'est rapporté à la population. La dette par habitant est passée de 562 dollars EU au début de 1993 à 1 705 dollars EU en juin 1997. En tenant compte de l'évolution des emprunts de l'Etat, des entreprises et des banques commerciales, il est très probable que l'endettement brut dépassera les 10 milliards de dollars à la fin de cette année, ce qui fera passer la dette par habitant à 1 950 dollars EU. Du fait de cette évolution, le service de la dette va augmenter, faisant peser un fardeau plus lourd et augmentant les pressions sur la balance des paiements.

Alors qu'au cours des années précédentes la **balance globale** avait, dans l'ensemble, été légèrement excédentaire, la tendance s'est renversée. Les chiffres disponibles pour juin 1997 font apparaître, pour la première fois dans l'histoire de la Slovaquie, un déficit se montant à 253 millions de dollars EU.

Les **réserves officielles en devises** de la Banque nationale de Slovaquie, après deux années de relative stabilité (quatre mois d'importations de marchandises et de services en 1995 et 3,4 en 1996) ont baissé en avril puis en mai 1997, tombant en dessous de 3 milliards de dollars EU en chiffres absolus, et à moins de trois mois d'importations. La situation ne s'est pas améliorée durant les trois mois suivants et les chiffres de juillet 1997 ont confirmé cette évolution défavorable, les réserves en devises ne couvrant plus alors que 2,8 mois d'importations. L'importance des capitaux à court terme dans le passif du compte des opérations en capital fait peser une menace supplémentaire sur le niveau des réserves en devises.

En 1996, le **budget de l'Etat** s'est dégradé: le déficit s'est monté à 25,6 milliards de SK, soit 1,3 pour cent du PIB. La situation ne s'est pas améliorée pendant les six premiers mois de cette année. Les chiffres disponibles pour juin 1997 indiquent un déficit de 13,2 milliards de SK, et un déficit budgétaire de 5,5 milliards de SK pour la période; sur la période, les recettes réelles représentaient 45,9 pour cent et les dépenses 44,1 pour cent des prévisions budgétaires pour l'année. L'insuffisance des recettes s'explique par la mauvaise rentrée des impôts sur les personnes morales, tandis que les dépenses d'investissement ont dépassé les prévisions correspondant à la première moitié de l'année. La stratégie des autorités slovaques pour cette année est de maintenir le déficit budgétaire au niveau prévu ou en dessous. Les déséquilibres internes et externes ont mené le gouvernement à adopter diverses mesures correctives.

Je voudrais maintenant parler brièvement des mesures adoptées récemment en réaction à cette évolution et pour corriger les déséquilibres dans les domaines suivants:

A. Politique budgétaire, monétaire et fiscale

- i) Maîtrise des dépenses du budget de l'Etat pendant la deuxième moitié de 1997, avec le gel sélectif de dépenses totalisant 5 milliards de SK.
- ii) Renforcement de l'administration fiscale et de la perception de l'impôt passant par le renforcement des contrôles et des sanctions en cas d'infraction en vue de durcir la discipline fiscale.

- iii) Introduction d'un projet de loi modifiant les droits d'accise sur les combustibles à base d'hydrocarbures et les lubrifiants en vue d'accroître les recettes fiscales et d'influer sur la consommation. Le droit d'accise a été relevé de 5 pour cent en moyenne et sa couverture a été élargie. Cette mesure devrait permettre de dégager un supplément de 500 millions de SK de recettes.
- iv) Augmentation de 10 pour cent en moyenne du prix de l'énergie pour la consommation à grande échelle.
- v) Augmentation de 1 SK chacune des redevances sur la consommation d'eau et l'évacuation des eaux usées des ménages.
- vi) Majoration d'un maximum de 50 pour cent des droits de concession pour la radio et la télévision.
- vii) Réduction de 5 milliards de SK dans les projets d'investissement public.

#### B. Politique salariale

Il y a divergence entre la croissance de la productivité de la main d'oeuvre et la croissance des salaires réels, la différence atteignant 1,8 pour cent pour la première moitié de l'année. Le gouvernement a donc adopté un amendement à la Loi sur les salaires qui aligne l'ajustement des salaires réels dans les entreprises sur la productivité de la main d'oeuvre. Le principal objectif de cette mesure est de réduire la demande intérieure et d'enrayer, ou même de renverser, la tendance à l'aggravation du déficit des transactions courantes.

Outre cette mesure, le gouvernement a l'intention d'adopter des mesures fiscales pour redresser la situation macro-économique et renverser les tendances défavorables; il envisage notamment:

- a) d'inclure l'imposition de la consommation personnelle dans le cadre des entreprises sur l'impôt sur le revenu;
- b) de préparer une proposition de loi d'application des droits d'accise à certaines marchandises et à certains services;
- c) de réévaluer:
  - les subventions de chauffage en fonction des revenus des ménages
  - les mesures d'élimination des pertes de chaleur causées par le transport;
- d) de préparer une proposition de tarifs différentiels pour la surconsommation d'énergie, de gaz et de transport par les ménages, à compter du début de 1998;
- e) de consolider les prix maximum du chauffage et de l'eau chaude;
- f) d'augmenter le prix des transports ferroviaires à des fins de déplacement personnel;
- g) de modifier la loi sur la TVA en augmentant le taux d'imposition de certaines marchandises (de 6 à 23 pour cent).

On prévoit qu'en 1998 le déficit budgétaire sera réduit de 5 milliards de SK.

La **surtaxe à l'importation** s'insère dans un vaste ensemble de dispositions destinées à stabiliser la situation et doit être considérée comme une mesure corrective temporaire et non comme une modification ou une déviation de la politique commerciale ouverte et libérale de la Slovaquie. Cette politique se caractérise par des droits faibles et entièrement consolidés, un très faible nombre de mesures non tarifaires, une participation active dans les initiatives sectorielles, dont l'ITA, et une approche active dans le secteur des services où sa contribution est importante notamment dans les télécommunications de base et les services financiers - deux domaines où la libéralisation se poursuit au niveau national. La surtaxe à l'importation a donc été introduite comme une mesure transparente, fondée sur les prix, et ayant un effet moins perturbateur sur les échanges; elle s'applique de manière non discriminatoire à presque tous les produits importés, exception faite de ceux indiqués dans la liste négative, et les produits importés qui y sont assujettis représentent plus de 75 pour cent du total des importations de la République slovaque.

Les autorités slovaques sont parfaitement conscientes de ce que la condition indispensable de la croissance économique est la transformation avec toute sa complexité, la restructuration de l'économie par des mesures systémiques et rationnelles en faveur des secteurs à forte valeur ajoutée, permettant d'améliorer la position extérieure et de corriger les déséquilibres actuels. La modification structurelle du PIB demandera un certain temps, et il importe d'assurer la stabilité macro-économique pendant cette période. Nous sommes également conscients de ce que ce processus est menacé par le déséquilibre du commerce extérieur, qui se manifeste par le déficit commercial enregistré depuis la seconde moitié de 1995.

Le gouvernement slovaque a déclaré à maintes reprises qu'il se sentait pleinement tenu par ses engagements internationaux à coopérer activement et efficacement avec tous les Membres de l'OMC. L'évolution négative de certains éléments clés de la balance des paiements et du solde commercial en particulier l'ont incité à revoir sa position. Il est persuadé que le recours à l'article XII du GATT de 1994 est une mesure légitime pour sauvegarder sa position extérieure et la situation de sa balance des paiements et repousser le danger imminent de baisse de ses réserves monétaires. Les autorités slovaques ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour respecter les dispositions pertinentes de l'article XII du GATT de 1994 - tant du point de vue de la forme que du fond - et tiennent à assurer à leurs partenaires de l'OMC que le calendrier transparent d'élimination indiqué dans le document de base sera respecté.

Nous sommes prêts à poursuivre de bonne foi les consultations avec les Membres de l'OMC et à répondre aux questions qui, sans aucun doute, nous seront posées.

## ANNEXE II

### Déclaration du représentant de la République slovaque à la réunion du Comité de la balance des paiements du 17 décembre 1997

Monsieur le Président,

C'est un honneur pour moi que de participer au nom de la République slovaque à la reprise des consultations de ce Comité. Je voudrais tout d'abord rappeler que des renseignements précis sur l'évolution générale de la situation macro-économique, y compris l'évolution de la balance commerciale, la situation actuelle de la balance des paiements, des réserves en devises et des autres agrégats pertinents tous éléments importants pour évaluation du recours à l'article XII du GATT de 1994, sont donnés dans le document WTO/BOP/G/5. Aujourd'hui, je me concentrerai sur la mise à jour des faits et des chiffres, à des fins d'évaluation de l'application de la surtaxe. Je vous présenterai brièvement l'évolution de l'économie depuis le milieu de l'année jusqu'à la fin de septembre et de la balance commerciale jusqu'à la fin d'octobre de cette année.

1. A la fin de septembre, l'économie de la Slovaquie montre des signes de stabilité dans certains domaines. La croissance réelle du PIB a été de 6 pour cent mais, par rapport à l'an dernier, elle accuse un certain ralentissement. Aux prix courants, le taux de l'inflation est de 6,1 pour cent, soit 0,2 pour cent de plus qu'à la même période l'an dernier. La politique anti-inflationniste et les mesures correctives de la Banque nationale de Slovaquie ont permis de maintenir la stabilité de la monnaie. Néanmoins, les pressions exercées ces derniers mois par des facteurs internes et externes sur le taux de change de la couronne slovaque vont probablement se poursuivre. Le taux moyen de chômage, de 13 pour cent, a légèrement augmenté par rapport à la même période de l'an dernier, et le chômage de longue durée est important.

2. L'évolution de la balance des paiements continue à être défavorable. Le solde négatif a augmenté de 185 millions de dollars EU au troisième trimestre et, à la fin de septembre, il atteignait 1 171 milliards de dollars EU en chiffres absolus, ce qui représente néanmoins une baisse de 199 millions de dollars EU par rapport à la même période de l'an dernier. Les principaux facteurs ayant contribué à cette relative amélioration sont: l'amélioration de la conjoncture dans la CE, qui est le premier partenaire commercial de la Slovaquie; la stabilisation des prix des matières premières importées, notamment du pétrole et du gaz naturel; et, enfin et surtout, l'introduction de la surtaxe à l'importation. En termes absolus, le volume des exportations n'a pas été supérieur à celui des importations, mais la croissance des exportations a été plus dynamique que celle des importations. Au cours de la période allant de janvier à octobre 1997, le commerce extérieur a augmenté de 8,4 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente, les exportations progressant de 10,4 pour cent et les importations de 6,8 pour cent. La dynamique des importations s'est ralentie depuis le mois de mai et cette tendance s'est également manifestée dans les exportations au cours des deux derniers mois. Le déficit de la balance commerciale avait été en moyenne de 189 millions de dollars EU au cours de la période allant de janvier à avril, il avait été de 101 millions de dollars EU pendant la période allant de mai à juillet (régime de dépôts à l'importation) et était tombé à 74 millions de dollars EU pour la période allant d'août à octobre (surtaxe à l'exportation). On n'a enregistré aucun changement fondamental dans la structure géographique ou par produits.

3. En 1996, la balance des transactions courantes accusait un déficit de 2,1 milliards de dollars EU. La situation ne s'est guère améliorée cette année, et pendant les neuf premiers mois de 1997, le déficit a atteint 1,2 milliard de dollars EU (au taux de change fixe de 30,65 SK pour 1 dollar EU). Il représentait encore près de 8 pour cent du PIB, ce qui est un chiffre élevé.

4. La couverture du déficit des transactions courantes se traduit par une structure inadéquate des opérations en capital et des opérations financières de la balance des paiements. En particulier, la part de l'investissement étranger direct est très faible. En 1996, l'IED se montait à près de 200 millions de dollars EU (moins de 1,4 pour cent du PIB); en 1997 il a été négatif: entre janvier et septembre 1997, les entrées d'IED se sont montées à 55,5 millions de dollars EU (0,4 pour cent du PIB seulement) alors que les sorties atteignaient 58,2 millions de dollars EU. La structure du passif est aussi défavorable, la part des capitaux à court terme étant supérieure à 50 pour cent. La structure des opérations en capital et des opérations financières a un impact direct sur l'augmentation de la dette extérieure. En chiffres absolus, la dette extérieure brute de la Slovaquie se monte à 9,4 milliards de dollars EU (données officielles de la fin août 1997). Le service de la dette va donc augmenter avec les conséquences que l'on imagine.

5. La position de la balance des paiements n'a pas changé depuis les dernières consultations. Plus précisément, pendant les trois premiers trimestres de 1997, la balance des paiements a enregistré un déficit de 183,7 millions de dollars EU. Il est évident que ce chiffre soulève des inquiétudes.

6. Les réserves officielles de devises se sont légèrement améliorées au cours des deux derniers mois. Cependant, la couverture des importations de marchandises et de services est toujours à un niveau critique: elle ne dépasse pas trois mois. Cette insuffisance des réserves, s'ajoutant au poids très élevé des capitaux à court terme, peut causer des problèmes, y compris des attaques sur le taux de change.

7. Le Conseil national slovaque a approuvé le 12 décembre 1997 le budget de l'Etat pour 1998. Il prévoit un déficit public de 3 pour cent du PIB (les prévisions de celui de 1997 étaient de 4,8 pour cent du PIB). Le déficit budgétaire pour 1998 a été approuvé à 0,7 pour cent du PIB (contre 1,8 pour cent en 1997). Les autorités slovaques ont pour stratégie à moyen et long terme de préserver l'équilibre budgétaire. Sur la base des données mentionnées ci-dessus, le passage d'une politique budgétaire expansionniste à une politique plus restrictive est évident. Cependant, il faut tenir compte des possibilités et des limites de l'économie.

8. Pour résoudre le problème des déséquilibres internes, le gouvernement a adopté de nouvelles dispositions qui viennent s'ajouter à l'ensemble des mesures présentées de manière plus précise dans la dernière déclaration: i) il a adopté une modification de la Loi sur la TVA dont le taux est passé de 6 à 23 pour cent pour certains produits; ii) il a augmenté les droits d'accise sur le tabac et les boissons alcooliques; et iii) il envisage une libéralisation graduelle des prix du chauffage, de l'électricité et du gaz.

9. Le gouvernement slovaque reconnaît que la croissance de son économie passe par la restructuration, notamment des secteurs industriels. Pour accélérer la restructuration et accroître sa transparence et son efficacité, le Conseil national slovaque a adopté un amendement à la Loi sur les faillites.

10. Le libéralisme est un aspect fondamental de la politique globale de la Slovaquie et je tiens à souligner que notre pays poursuit cette politique ouverte et libérale. Le gouvernement slovaque a récemment adhéré à l'ITA et il appliquera des taux de droits réduits à partir du 1er janvier 1998; il a approuvé le Quatrième protocole de l'AGCS sur les télécommunications de base et il participe activement aux négociations sur la libéralisation des services financiers. Je veux indiquer par là que la surtaxe à l'importation est une mesure corrective temporaire s'inscrivant dans la politique visant à corriger les déséquilibres macro-économiques actuels.

11. Le gouvernement slovaque réitère ici son adhésion complète aux règles internationales et aux engagements qu'il a souscrits. Il est néanmoins convaincu que le recours à l'article XII du GATT de 1994 est une mesure justifiable pour sauvegarder sa position extérieure et la situation de sa balance



des paiements et repousser le danger imminent de baisse de ses réserves monétaires. Il a présenté, conformément aux dispositions de l'article XII du GATT de 1994, un calendrier précis d'élimination de la surtaxe à l'importation. Conscient des inquiétudes exprimées par les Membres de l'OMC lors de précédentes consultations et après une évaluation rigoureuse de l'évolution macro-économique suivant la mise en oeuvre de la surtaxe, le gouvernement a examiné tous les aspects du maintien de cette mesure. Vu la légère amélioration de la situation de la balance des paiements et des réserves en devises, et en dépit de la précarité de la situation, le gouvernement se propose d'apporter les modifications suivantes au calendrier d'élimination de la surtaxe à l'importation:

- A compter du 1er janvier 1998, elle sera ramenée à 5 pour cent. Cette décision a déjà été adoptée par le Décret n° 339/1997 du 13 décembre 1997.
- Ensuite, elle sera ramenée à 3 pour cent à partir du 1er avril 1998 et éliminée à compter du 1er octobre 1998, à condition que la situation de la balance des paiements et des réserves en devises ait été stabilisée. Cette proposition accélère donc le processus d'élimination et raccourcit l'échéancier originellement envisagé.

J'espère que cette initiative du gouvernement slovaque sera accueillie comme une contribution concrète à la recherche d'un consensus et que ces consultations seront couronnées de succès.

Nous sommes prêts à poursuivre de bonne foi les consultations avec les Membres de l'OMC et à répondre aux questions qui nous seront posées.

Je vous remercie.

### ANNEXE III

#### Déclaration du représentant du Fonds monétaire international à la réunion du 9 octobre 1997 du Comité de la balance des paiements

1. La République slovaque a fait des progrès impressionnants dans sa gestion et sa performance économiques depuis son indépendance en 1993. La croissance a repris en 1994 et s'est accélérée au cours des années suivantes pour atteindre 7 pour cent en 1997 alors que l'inflation tombait de plus de 20 pour cent en 1993 à moins de 6 pour cent en 1996. Le succès de la stabilisation macro-économique a été rendu possible par une politique budgétaire prudente et une restructuration continue des entreprises. Cependant, un important déficit du compte courant est apparu en 1996 et il persiste en 1997. Le gouvernement a réagi en durcissant la politique monétaire mais l'efficacité de cette mesure s'agissant de réduire la demande intérieure a été minée par une politique budgétaire qui est devenue plus expansionniste au cours des deux dernières années.

#### Aperçu de l'évolution économique

2. En 1996, la croissance a été forte et l'inflation en baisse pour la troisième année consécutive. Mais la balance courante a enregistré une dégradation de 13 points de pourcentage du PIB, si bien que le déficit a atteint plus de 11 pour cent du PIB, les importations montant en flèche sous l'effet d'une augmentation de plus de 20 pour cent de la demande intérieure. La croissance rapide du crédit jusqu'au milieu de l'année (les crédits aux entreprises ont progressé de plus de 20 pour cent), une aggravation du déficit budgétaire correspondant à 1,5 point de pourcentage du PIB et des augmentations salariales importantes ont contribué à l'expansion rapide de cette demande. La suppression temporaire des droits d'importation sur les petites voitures a été un autre facteur contribuant à l'augmentation brutale des importations. Devant la croissance du déficit extérieur, la Banque nationale de Slovaquie a adopté une politique d'austérité monétaire, faisant passer les taux interbancaires de 10 pour cent à 16 pour cent en décembre.

3. Selon des indications préliminaires, en 1997, l'économie progresse à un rythme plus modéré, d'environ 5 pour cent, et l'investissement privé s'est ralenti du fait du resserrement de la politique monétaire. Le taux d'inflation (qui était de 6 pour cent d'une année sur l'autre en juillet) devrait monter à 7 pour cent d'ici la fin de l'année, par suite de l'augmentation récente des impôts indirects. La croissance des exportations a repris, atteignant 13 pour cent en couronnes slovaques (d'une année sur l'autre) pendant la première moitié de 1997, contre 6 pour cent seulement en 1996; la croissance des importations s'est ralentie au cours des six premiers mois: elle n'a été que de 14 pour cent contre 30 pour cent en 1996. Néanmoins, **la situation extérieure demeure précaire**, le déficit des transactions courantes restant à près de 10 pour cent du PIB.

4. En mai 1997, la couronne slovaque a subi une attaque spéculative causée en partie par les soubresauts du marché des échanges tchèque, mais aussi par l'important déficit de la balance des paiements courants. La couronne est brièvement tombée au plus bas de sa marge de fluctuation<sup>1</sup> mais les pressions sur le taux de change se sont calmées lorsque la BNS a asséché le marché monétaire en poussant les taux interbancaires à court terme à plus de 30 pour cent.

---

<sup>1</sup>La couronne slovaque est rattachée à un panier de deux monnaies, le dollar et le deutsche mark, qui constituent 40 pour cent et 60 pour cent du panier, respectivement. En 1996, la Banque nationale de Slovaquie a progressivement porté la fourchette de fluctuation autour de la parité de 1,5 pour cent à 7 pour cent, afin de décourager les afflux de capitaux spéculatifs.

5. Ces problèmes reflètent les faiblesses de l'**articulation de la politique économique** en vigueur. En dépit du déséquilibre extérieur, **la politique budgétaire** est devenue plus expansionniste, avec un déficit public prévu à la hausse (de 2,5 à 3,5 points de pourcentage du PIB en 1997), le gouvernement continuant à privilégier le développement des infrastructures et poursuivant son plan de revitalisation de l'industrie. Les projections fondées sur les données disponibles à la mi-1997 sont encore plus inquiétantes: le déficit pourrait dépasser 7 pour cent du PIB du fait de la mauvaise rentrée des recettes et de paiements d'intérêt plus élevés que prévu.

6. A la vue de ces projections, les autorités ont annoncé en juillet 1997 un train de mesures visant à ramener le déficit à environ 4,5 pour cent du PIB en 1997. En raison de ce déficit budgétaire et du maintien de l'**austérité monétaire**, les taux d'intérêt interbancaires restent supérieurs à 20 pour cent. Cette combinaison risque de décourager l'investissement privé et de ralentir la restructuration économique tout en laissant l'économie vulnérable aux chocs extérieurs. Pour éviter ce risque, les fonctionnaires du Fonds ont recommandé de renforcer les mesures d'austérité budgétaire afin d'arriver à un équilibre budgétaire au cours de la deuxième moitié de 1997 et de dégager un léger excédent en 1998. En outre, ils ont recommandé aux autorités de ne pas impliquer l'Etat dans la revitalisation ou la gestion des entreprises.

7. **Pour ce qui est des perspectives extérieures**, vu les tendances actuelles, le déficit des transactions courantes va rester supérieur à 9 pour cent en 1997. Dans le passé, ce déficit était en grande partie financé par des crédits à moyen ou long terme, mais au premier trimestre de cette année (le dernier pour lequel on dispose de données) il y a eu une augmentation considérable des crédits à court terme. Le ratio de couverture des réserves, qui était de quelque 4,5 mois d'importations de marchandises et de services en 1995, est tombée aujourd'hui à moins de 3,5 mois.

#### Régime de change et de commerce extérieur

8. La République slovaque a accepté les obligations de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire le 1er octobre 1995. Son **régime de commerce** est plutôt libéral: les licences d'importation et d'exportation ne sont exigées que pour quelques articles et les droits d'importation sont, en moyenne, faibles (8 pour cent sur une base non pondérée en 1996). Elle a conclu un accord d'union douanière avec la République tchèque et un accord d'association avec l'UE, des accords de libre-échange avec les pays du groupe de Visegrad et de l'AELE, et elle espère devenir membre de l'OCDE avant la fin de l'année. En 1996, pour se conformer aux exigences de l'accession à l'OCDE, les autorités slovaques ont poursuivi la libéralisation des opérations en capital, y compris pour les prêts à échéance de cinq ans ou plus accordés par des résidents slovaques aux résidents de l'OCDE, les prêts à échéance de trois ans ou plus accordés de l'étranger aux résidents slovaques, et les crédits commerciaux pour les membres de l'OCDE.

9. En consultation avec l'OMC, la Slovaquie est arrivée, le 1er janvier 1997, au terme du processus d'élimination progressive de la surtaxe à l'importation sur les biens de consommation qu'elle avait imposée en mars 1994 à la suite de la dégradation temporaire de ses comptes extérieurs. Cependant, le 1er mai 1997, les autorités introduisaient un régime de dépôts à l'importation, en grande partie en réaction à la mise en oeuvre d'un régime semblable que la République tchèque avait adopté, mais qu'elle a éliminé à la fin août 1997. Ce régime s'appliquait aux biens de consommation et aux produits alimentaires, les importateurs devaient faire un dépôt sans intérêt de six mois égal à 20 pour cent de la valeur des importations. Le 21 juillet 1997, ce régime a été remplacé par une **surtaxe à l'importation** de 7 pour cent portant sur près de 80 pour cent des importations, qui accroissait donc le degré de protection. Les autorités ont déclaré que cette surtaxe serait temporaire, qu'elle serait ramenée à 5 pour cent au début de 1998, puis à 3 pour cent en juillet 1998 et éliminée d'ici la fin de 1998.

10. Dans ses consultations avec les autorités slovaques, le Fonds les a exhortées à ne pas imposer de restrictions commerciales et de tabler sur un ensemble approprié de mesures macro-économiques pour s'attaquer à l'important déséquilibre extérieur. Tout en reconnaissant l'impérieuse nécessité de réduire l'important déficit de la balance des transactions courantes, le Fonds n'en regrette pas moins l'imposition d'une surtaxe à l'importation alors que la politique budgétaire reste expansionniste. La surtaxe ne peut se substituer à un resserrement budgétaire approprié pour ramener le déficit extérieur à un niveau supportable. En conclusion, le Fonds demande instamment aux autorités de lancer immédiatement un programme d'austérité budgétaire et d'entamer l'élimination progressive de la surtaxe, de préférence avant la date annoncée.

ANNEXE IV

Déclaration du représentant du Fonds monétaire international à la réunion  
du 17 décembre 1997 du Comité de la balance des paiements

1. Les évaluations et recommandations du Fonds restent les mêmes que dans la déclaration présentée lors des consultations d'octobre (EDB/97/108; 24-9-97).
  2. Une mission de consultation au titre de l'article IV s'est rendue en République slovaque du 30 octobre au 12 novembre 1997. Les renseignements préliminaires pour la première moitié de 1997 montrent que la croissance de l'économie s'est quelque peu modérée, mais son rythme reste proche de 6 pour cent. Les investissements privés ont ralenti du fait du resserrement de la politique monétaire toujours en vigueur. Depuis le mois de juillet, le déficit commercial mensuel a sensiblement baissé. Jusqu'en octobre 1997, les exportations ont progressé de 10 pour cent en couronnes slovaques (d'une année sur l'autre) et l'expansion des importations a continué de ralentir, tombant à moins de 7 pour cent (d'une année sur l'autre) contre 30 pour cent en 1996. On prévoit néanmoins que le déficit des opérations courantes se montera à 8-9 pour cent du PIB pour 1997. Les réserves officielles en devises ont retrouvé leur niveau d'avant la crise de mai mais elles pourraient se dégrader rapidement dans la mesure où le déficit de la balance des opérations courantes reste élevé et les remous sur les marchés financiers internationaux limitent l'accès aux emprunts extérieurs.
  3. Le Parlement examine maintenant le projet de budget pour 1998. La proposition du gouvernement envisage un déficit public de 3 pour cent du PIB pour 1998, contre une prévision budgétaire de 3,5 pour cent et un résultat projeté de 4-5 pour cent du PIB pour 1997.
-